

Les transformations de l'utilisation des transferts de fonds des migrants internationaux au Mexique

Jean Papail*

Le Mexique était, en 2010, le principal fournisseur de migrants internationaux – essentiellement à destination des États-Unis – avec 11,9 millions d'individus cumulés durant les dernières décennies, devant l'Inde (11,4 millions), la Russie (11,1 millions), la Chine (8,3 millions) et l'Ukraine (6,6 millions), mais n'était que le troisième récepteur de fonds privés (21,3 milliards de dollars), loin derrière la Chine (51 milliards), et l'Inde (55 milliards) [Banque mondiale, 2011]. À cette date, les transferts de fonds privés à destination du Mexique représentaient 2,6 % de son PIB, mais près de 10 % dans la région d'émigration traditionnelle du Centre Ouest (États de Guanajuato, Zacatecas, Michoacán et Jalisco) [*op. cit.*].

Selon le Conseil national de la population [Zúñiga Herrera, Leite Neves, Acevedo Prieto, 2005], la proportion de ménages mexicains recevant des fonds de l'extérieur s'élevait à 3,7 % en 1992. Cette proportion a culminé à 7 % en 2006 avant de redescendre à 3,9 % en 2010, au plus fort de la crise économique [INEGI, 2013a]. Au début des années 2000, on estimait que près de 20 % des ménages mexicains – 37 % dans la région du Centre Ouest – avaient un lien avec la migration internationale [Corona, 2002], soit en ayant un membre résidant à l'extérieur du pays ou au Mexique, mais avec des antécédents migratoires, soit en recevant des fonds privés du pays voisin.

Le volume de fonds privés provenant de l'extérieur, de l'ordre de 2,5 milliards de dollars en 1990, s'est considérablement accru parallèlement à l'essor de l'émigration internationale, pour atteindre 21,3 milliards en 2010 selon la Banque du Mexique [Banco de México, 2013]. Le rythme de croissance du volume de ces transferts, découplé de celui du stock de migrants depuis le début des années 2000, suggère un renforcement considérable ces dernières années d'autres composantes de ces transferts (contreparties de services et de commerce intrafamilial à petite échelle de produits envoyés aux États-Unis, salaires, pensions de retraite, trafics illicites...), qui ne correspondent pas à la définition classique des *remesas*

* Démographe, IRD, UMR CESSMA.

familiales (envoi à leurs familles d'une partie de l'épargne réalisée par les migrants sur le revenu de leur travail), telle qu'elle est communément utilisée au Mexique. L'importance du volume des *remesas* et leur allocation dépendent de différents facteurs (niveaux de revenus et d'épargne, types de migrants – circulaires, de longue durée ou définitifs –, environnement familial aux États-Unis, besoins familiaux au Mexique, projets des propres migrants, etc.), dont l'évolution modifie peu à peu les comportements d'épargne, de consommation et d'investissements des migrants et de leurs familles.

L'évolution de la politique migratoire nord-américaine, en durcissant le contrôle de sa frontière sud depuis le milieu des années 1990, politique renforcée à partir de 2001, et en modifiant les priorités accordées aux admissions des différents types de migrants (migrations de travail temporaire ou de longue durée, regroupements familiaux) a également eu un impact sur la composition des flux migratoires, le volume et l'emploi des transferts des migrants. Ces modifications contribuent à infléchir les affectations des fonds transférés, schématiquement répartis entre l'entretien des familles nucléaires des migrants au Mexique, les investissements productifs ou patrimoniaux et la prise en charge des parents âgés des migrants. D'un autre côté, l'évolution démographique mexicaine, marquée au cours des dernières décennies par une forte croissance de l'espérance de vie qui a accru le poids relatif des personnes âgées dans la structure de la population, a intensifié la demande de financement des besoins de cette sous-population que ne peuvent couvrir les systèmes de retraite qui, malgré leur ancienneté, n'ont affilié qu'une petite partie de la population active. Après une description de l'évolution des flux migratoires mexicains et des envois de fonds privés qui leur sont associés, nous nous attacherons à discerner leurs différents usages et les inflexions récentes dans ces usages.

L'essor de la migration internationale mexicaine

L'émigration traditionnelle des Mexicains vers les États-Unis – qui capte 98 % soit presque la totalité des flux de sortie du pays – remonte au milieu du XIX^e siècle, à partir de la cession des territoires du Nord mexicain (Californie, Nouveau-Mexique, Arizona, Nevada, Utah, Colorado) à son puissant voisin après la sécession du Texas en 1836 et la guerre entre les deux pays (1846-1848). Par la suite, la demande de main-d'œuvre dans ces territoires sous-peuplés accompagnant la création d'infrastructures, le développement de l'agriculture, de l'élevage, l'industrialisation, l'instabilité politique régnant au Mexique, provoquèrent des mouvements migratoires ininterrompus de travailleurs mexicains, d'amplitudes diverses selon les époques. Les deux guerres mondiales et la guerre de Corée incitèrent les deux gouvernements à mettre en place un programme de travailleurs temporaires, le programme *Bracero* (essentiellement dans l'agriculture) pour remplacer les soldats engagés dans les conflits. Près de 5 millions de travailleurs temporaires mexicains furent ainsi mobilisés de 1942 à 1964. La fin du programme *Bracero* altéra peu le volume des flux d'émigration, mais modifia sa composition en termes

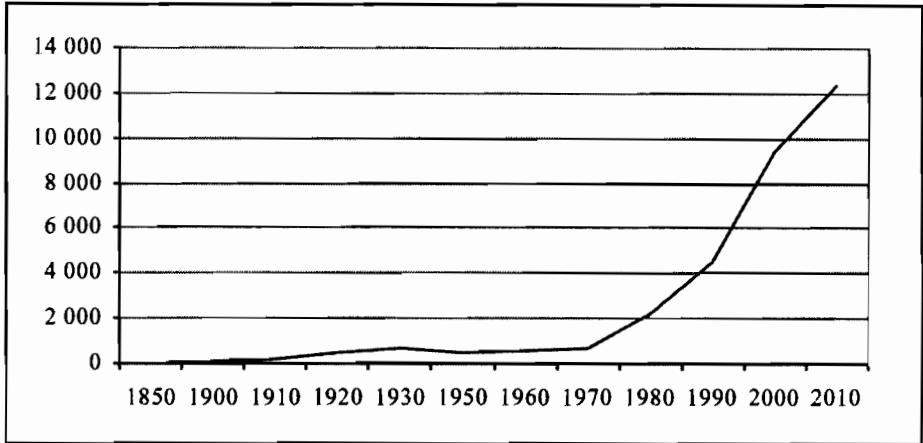
juridiques. Une partie des entrées se faisait dès lors de plus en plus de manière illégale, mais dans le cadre d'une législation permissive ; et grâce à l'appui de leurs employeurs, beaucoup de migrants irréguliers purent légaliser leur situation en obtenant la carte verte¹. Deux décennies plus tard, au milieu des années 1980, la loi Immigration Reform and Control Act (IRCA) permit la légalisation massive de 2,4 millions d'immigrants mexicains en situation irrégulière.

Depuis le début des années 1980 la réduction du rythme de croissance économique du Mexique qui ne permettait pas d'absorber les générations de nouveaux actifs issus des décennies antérieures de forte fécondité, les besoins croissants de main-d'œuvre peu qualifiée dans différentes branches de l'économie nord-américaine, l'expansion des réseaux migratoires et l'accentuation des différences salariales entre les deux pays provoquèrent une très forte croissance de l'émigration, devenue majoritairement irrégulière : la proportion de personnes en situation irrégulière parmi les migrants mexicains était estimée à 34 % en 1992, à 48 % en 2000 et à 56 % en 2007 [Passel, Cohn, 2008]. Le nombre de personnes recensées aux États-Unis et nées au Mexique est ainsi passé de 880 000 en 1970 à près de 12 millions en 2011, dont près de la moitié de femmes (45 %), et représente actuellement environ 10 % de l'ensemble de la population née au Mexique (graphique 1). Si l'on prend en compte les descendants de deuxième et troisième générations, la population d'origine mexicaine aux États-Unis avoisine 30 millions de personnes en 2011, soit près de 10 % de la population totale de ce pays.

L'émigration, qui était jusqu'au début des années 1970 surtout temporaire et généralement composée d'actifs, le chômage demeurant une cause mineure de déplacement, revêt depuis une trentaine d'années des formes de plus en plus variées et complexes, avec une forte croissance de la composante de longue durée ou définitive et des regroupements familiaux. On observe durant les vingt dernières années une déconcentration géographique des aires d'origine au Mexique : longtemps concentré dans le Centre-Ouest mexicain, le phénomène touche actuellement toutes les régions du pays [Zúñiga Herrera, Leite Neves, Acevedo Prieto, 2005], et des aires d'accueil aux États-Unis. À la Californie et au Texas, qui captaient encore environ 75 % des flux au début des années 1990, se sont ajoutés progressivement de nombreux autres États, surtout dans l'Est (Floride, Caroline du Nord, Géorgie, Pennsylvanie, New Jersey, New York), de sorte que ces deux destinations traditionnelles ne représentaient plus que 59 % de la répartition des résidences des migrants d'origine mexicaine en 2012. La composante féminine de l'émigration constitue environ 25-30 % des flux, mais la moindre représentation des femmes dans les flux de retour accroît leur poids relatif dans l'augmentation du stock de migrants aux États-Unis.

1. La carte verte donne le statut légal de résident permanent aux États-Unis.

Graphique 1 – Population mexicaine recensée aux États-Unis de 1850 à 2010 (milliers)



Source : United States Census bureau [2011].

Les activités des migrants dans le pays frontalier, longtemps concentrées dans le secteur primaire, essentiellement l'agriculture, se sont également diversifiées vers la construction, les services et la restauration. L'agriculture ne représente plus en 2012 que 5,9 % de l'emploi des migrants mexicains, alors qu'elle employait la majeure partie de ces actifs jusqu'aux années 1960. La forte croissance du poids relatif de la construction a culminé en 2007, quand le secteur représentait 24,5 % des emplois mexicains aux États-Unis, avant de retomber à 17 % en 2012 [United States Census bureau, 2013], avec la crise économique qui a principalement affecté ce secteur depuis 2008.

Cette crise, qui a eu comme conséquence de réduire les flux d'entrée de Mexicains (effet de dissuasion) dans le pays voisin, a combiné ses effets avec les diverses mesures anti immigrants² qui ont été déployées depuis les années 1990 – et intensifiées ces dernières années – par un certain nombre d'États, comme la Californie, l'Arizona, l'Alabama, la Géorgie, l'Utah, l'Indiana, pour tenter de réduire le stock de migrants clandestins (politiques dites de « l'auto déportation ») et accroître le nombre des retours au Mexique. Alors que le solde annuel de la migration Mexique-États-Unis se situait à environ 450 000 individus en 1995-2000, il était pratiquement nul en 2005-2010. Cette baisse d'attractivité se reflète également dans le nombre d'arrestations de Mexicains essayant de passer la frontière clandestinement, qui est passé de 1 637 000 en 2000 à 286 000 en 2010. Les conditions de plus en plus difficiles et les coûts du passage clandestin de la frontière (de 400-700 dollars durant les années 1980-1992, ils sont passés à 3 000 dollars et plus en 2009), sont également des facteurs qui ont contribué à

2. Contrôles policiers au faciès, pénalisation des employeurs et bailleurs de logements à des migrants en situation irrégulière, refus d'accès à un certain nombre de services (santé, éducation...).

freiner les flux mexicains d'émigration vers les États-Unis. Cela a également eu comme conséquence de réduire la fluidité antérieure des mouvements temporaires : alors qu'en 1987-1992, 55 % des émigrants rentraient au Mexique avant 5 ans (avant de repartir de nouveau éventuellement), ils n'étaient plus que 46,1 % dans ce cas en 1997-2002 et 30 % en 2004-2009, selon les données des enquêtes ENADID [INEGI, 2013b]. On observe donc, pour une partie de la migration mexicaine, une augmentation des durées de séjour (de 11,6 mois en moyenne en 1995-2000 à 19,1 mois en 2004-2009), liée aux coûts croissants des déplacements clandestins. Les migrants engagés dans des mouvements pendulaires, que permettait jusqu'au milieu des années 1990 la politique migratoire relativement tolérante des États-Unis, sont confrontés depuis lors à des coûts extrêmement élevés, qui ont très fortement réduit les déplacements temporaires successifs des migrants clandestins.

La réduction des flux d'émigration aux États-Unis, a rapidement vieilli la population mexicaine qui y réside. Les plus de 45 ans, qui représentaient 21,9 % de cette population en 2000 en représentent actuellement 35,2 %, indicateur d'un accroissement du poids relatif des migrants de longue durée ou définitifs en situation légale. Les mesures anti immigrants ont par ailleurs incité un certain nombre de Mexicains résidant aux États-Unis et remplissant les conditions nécessaires à demander leur naturalisation. La proportion de citoyens nord-américains parmi les migrants mexicains est ainsi passée de 15,5 % en 1996 à 27,9 % en 2012 selon le Bureau américain du recensement [United States Census bureau, 2013]. La taille des ménages s'est également sensiblement réduite. Les ménages de migrants mexicains de sept membres et plus (essentiellement des ménages élargis ou de simples cohabitants), qui représentaient presque un quart des ménages mexicains aux États-Unis en 1994 (24,2 %), ne représentaient plus que 11,3 % de ces ménages en 2007 [*op. cit.*]. Un autre indice, le taux de propriété du logement, qui s'élève à 45,8 % en 2010 parmi les migrants mexicains chefs de ménage (67,4 % parmi les *natives*), selon les données de l'American community survey, semble indiquer un enracinement important dans le pays voisin [United States Census bureau, 2011].

Des transferts familiaux fortement réduits depuis 2007

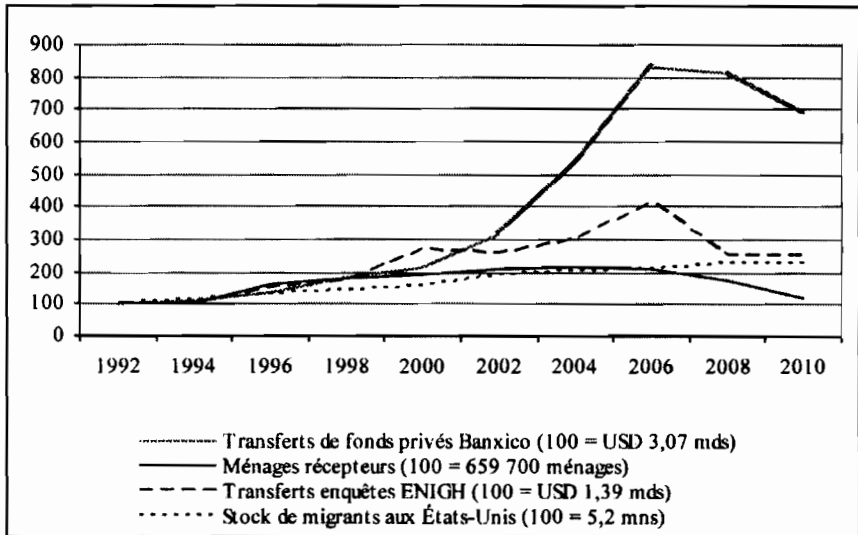
L'évolution des transferts de fonds privés³ entre l'étranger, principalement les États-Unis, et le Mexique est présentée dans le graphique 2. Elle apparaît déconnectée, depuis le début des années 2000, de l'évolution des effectifs de migrants résidant aux États-Unis, ainsi que de celle du volume des ménages récepteurs de ces transferts. Pour analyser cette évolution, il est préférable d'utiliser, malgré leurs limitations, les données fournies par l'enquête nationale ENIGH de l'Institut National de la statistique, de la géographie et de l'informatique (INEGI), qui

3. Ce sont les données du Banco de Mexico (Banxico) qui sont communément utilisées par les médias, les différents niveaux de gouvernement et une partie des observateurs académiques, sous le terme de *remesas* familiales, mais qui englobent en réalité différentes rubriques qui ne correspondent pas à la définition communément admise des *remesas*.

produit tous les deux ans une estimation du montant des sommes provenant de l'étranger perçues par les ménages enquêtés ⁴.

L'envoi par les migrants de fonds au Mexique dépend de nombreux facteurs : niveau de revenus et taux d'épargne, environnement familial aux États-Unis et au Mexique, existence de projets de retour et de projets professionnels, cycle économique, taux de change. La crise économique de la période 2007-2011 a profondément affecté l'emploi migrant et se reflète dans le volume des ménages bénéficiaires des envois de fonds provenant de l'étranger (tableau 1). On notera que dans les données des deux sources, le nombre de ménages récepteurs a considérablement baissé (de 46,2 % pour l'ENOE entre 2006 et 2012 [INEGI, 2013a] et de 27 % pour l'ENIGH entre 2006 et 2010 [INEGI, 2013c]), tandis que le volume global des transferts de fonds privés mesuré par la Banque du Mexique ne reculait que de 18 %. Les différences dans le nombre de ménages bénéficiaires entre les enquêtes ENIGH et ENOE proviennent surtout du fait que l'enquête ENOE se réfère au soutien économique d'une autre personne vivant à l'étranger, tandis que l'enquête ENIGH se réfère aux ressources totales provenant d'autres pays (salaires, pensions, aides...), conception beaucoup plus large que celle retenue dans les enquêtes ENOE.

Graphique 2 – Transferts de fonds privés, nombre de migrants mexicains aux États-Unis, nombre de ménages récepteurs et volume des fonds reçus de l'étranger par les ménages (Base 100 en 1992)



Sources : Évolution des transferts privés, Banco de Mexico ; migrants mexicains aux États-Unis [United States Census bureau, 2013] ; ménages récepteurs [Zúñiga Herrera, Leite Neves, Acevedo Prieto, 2005 ; INEGI, 2013a] ; fonds reçus de l'étranger par les ménages [INEGI, 2013c].

4. La définition adoptée par l'enquête ENIGH concerne tous les types de ressources provenant de l'étranger (salaires, pensions, aides...). Elle est donc plus large que celle des *remesas stricto sensu*, mais cette courbe est beaucoup mieux corrélée avec celle du stock de migrants, même si, par définition, elle n'inclut pas les transferts personnels des migrants entre leurs comptes à l'étranger et au Mexique.

Tableau 1 – Différentes mesures du nombre de ménages récepteurs de fonds provenant de l'extérieur du pays (milliers) selon les trimestres (T), 2006-2012

	2006		2008		2010		2012	
ENOE (échantillon : 120 620 logements)	T2	1 404,8	T2	1 160,5	T1	848,2	T1	755,9
ENIGH (échantillon : 35 146 logements)	T3	1 858,8	T3	1 583,3	T3	1 357,0		

Sources : enquêtes ENOE [INEGI, 2013a] et ENIGH [INEGI, 2013c].

Les enquêtes trimestrielles ENOE, dont la définition des aides externes correspond mieux à la définition usuelle des *remesas*, permettent de suivre l'évolution des fonds reçus par les individus et les ménages au premier trimestre de chaque année depuis 2005 [INEGI, 2013a]. Selon ces données (tableau 2), la proportion de bénéficiaires de transferts familiaux de l'extérieur aurait diminué de près de moitié (54,2 %) entre le premier trimestre 2005 (2,4 % de bénéficiaires) et le premier trimestre 2012 (1,1 % de bénéficiaires), au niveau national dans la population de 14 ans et plus ; cette baisse est à peu près identique pour les hommes et pour les femmes. La récession économique qui a débuté en 2008, notamment dans la branche construction, important employeur de main-d'œuvre mexicaine, a privé d'emploi une partie importante des migrants. Entre le premier trimestre 2007 et le premier trimestre 2010, les Mexicains aux États-Unis ont en effet perdu 983 000 emplois, surtout dans la construction, qui en a perdu les deux tiers, soit 631 000, ce qui a fait monter leur taux de chômage de 5,5 % au deuxième trimestre 2007 à 13 % au premier semestre 2011 [United States Census bureau, 2013]. La croissance du chômage durant cette période s'est également accompagnée de celle du travail à temps partiel. La proportion des actifs mexicains qui travaillaient moins de 40 heures par semaine s'est élevée de 15 % durant la période 2004-2007 à 25 % en 2009-2012, pour un volume de population économiquement active stabilisé autour de 7,7 millions entre 2007 et 2012. Le taux de pauvreté des migrants mexicains aux États-Unis, qui s'était sensiblement réduit au cours de la seconde moitié des années 1990 avec le développement de l'emploi hors de l'agriculture, en particulier dans la construction, passant de 34,4 % en 1996 à 24,7 % en 2001, est de nouveau en augmentation depuis 2008. Ce taux, qui atteint 28,9 % en 2011, représente pratiquement le double de celui des natifs (14,8 %) : il résulte de la récession économique qui a affecté plus fortement l'emploi des migrants.

Tableau 2 – Pourcentage de personnes qui reçoivent des fonds selon la tranche d'âge et le sexe au premier trimestre de 2005 et de 2012

	Transferts externes			Transferts internes		
	Total	Femmes	% de femmes	Total	Femmes	% de femmes
14 ans et plus						
2005	2,4	3,3	71,8	4,3	5,7	70,0
2012	1,1	1,5	70,2	3,9	5,2	70,1
60 ans et plus						
2005	6,2	6,8	59,0	14,9	18,4	66,1
2012	3,0	3,4	61,7	12,4	15,8	69,5

Sources : enquêtes ENOE [INEGI, 2013a].

Quelques flux monétaires inverses ont même été détectés durant la période récente, des familles de migrants au Mexique vers leurs parents au chômage dans le pays voisin [González, 2009]⁵. Les principales causes de cette baisse des transferts proviennent donc de l'augmentation du taux de chômage des Mexicains aux États-Unis, de la hausse du travail à temps partiel, du climat d'incertitude sur l'emploi qui prévaut dans cette population, provoquant la constitution d'une épargne de précaution, et des modifications des caractéristiques socio-économiques des migrants (hausse des regroupements familiaux, réduction des migrations de travail). Malgré cette situation désavantageuse dans le pays frontalier, les salaires perçus aux États-Unis par les migrants mexicains pour des emplois à temps plein en 2010 représentent en moyenne environ cinq fois ceux qui sont perçus au Mexique, un multiplicateur sensiblement identique à celui de la fin des années 1990.

Le poids accru des parents âgés dans la destination des transferts

Jusqu'aux années 1970, quand prédominaient les mouvements circulaires de courte durée, la présence d'épouses aux États-Unis était réduite et la prise en charge de parents âgés, qui étaient moins nombreux qu'aujourd'hui, était répartie entre un nombre plus important de descendants, ce qui entraînait une plus forte concentration des flux monétaires vers les épouses au Mexique. Dans les années 1980 et 1990, la proportion de migrants qui envoyaient de l'argent à leur famille s'échelonnait entre 50 et 80 % selon les enquêtes [El Colegio de la frontera

5. Ce sont des succursales d'organismes de microcrédit opérant dans les États de Puebla et d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, qui sont à l'origine de cette information. Ces flux, qui n'ont pas été mesurés, semblent très faibles par rapport aux flux classiques en provenance des États-Unis.

Norte, 1993 ; Velazquez, Papail, 1997 ; Massey, Parado, 1997]. Dans l'enquête EREM de 1999-2000 [Papail, Arroyo, 2004], cette proportion atteignait 78 % pour l'ensemble des deux sexes (84 % dans le cas des hommes, sauf s'ils cohabitaient avec leurs épouses aux États-Unis (59 %), tandis que dans les données de PROGRESA⁶ (fichiers ENCEL 99) sur les communautés rurales marginalisées en 1999, on observait que 48,5 % des hommes (82,1 % lorsqu'ils étaient mariés à des femmes résidant au Mexique) et 30,7 % des femmes migrantes envoyaient de l'argent à leur famille.

Avec le développement des regroupements familiaux depuis les années 1980, qui a accru la présence des épouses aux États-Unis, il semble que la proportion de migrants qui envoient de l'argent se soit réduite. Dans une enquête de 2005-2006 sur les créateurs de microentreprises [Papail, Arroyo, 2010], on observait que 44,2 % de l'ensemble des migrants masculins résidant aux États-Unis au moment de l'enquête y cohabitaient avec une épouse (74,9 % chez les migrantes), tandis que 64,1 % des hommes mariés se trouvaient dans la même situation (86,7 % parmi les femmes mariées). Dans cette enquête par exemple, si 42,1 % des migrants masculins envoyaient de l'argent (et 30,2 % des migrantes), cette proportion n'était que de 32,9 % dans le cas d'une cohabitation avec l'épouse et de 56 à 58,4 % dans le cas d'une cohabitation avec d'autres parents ou des amis. Comme nous le verrons, les épouses, les pères et mères des migrants sont les principaux bénéficiaires de ces transferts. La croissance durant les cinquante dernières années de l'espérance de vie des parents⁷, qui se trouvent souvent sans ressources après la cessation d'activité, a sans doute renforcé la proportion des transferts qui leur sont destinés dans la répartition de ces ressources, tandis que la présence accrue des épouses aux États-Unis a pu réduire la part qui leur était affectée dans le volume global des transferts.

Les transferts d'argent qui se réalisaient surtout par chèques (*money orders*) jusqu'au milieu des années 1990 donnaient lieu à des commissions extravagantes (de l'ordre de 20 %) de la part des institutions financières. L'intensification de la concurrence, un procès retentissant contre des institutions financières aux États-Unis à la fin des années 1990 sur les abus de commissions et de manipulation de taux de change, et la généralisation des transferts électroniques ont permis une forte réduction de ces coûts, qui se situent actuellement autour de 5 %.

Diverses enquêtes régionales et sources nationales indiquent que le montant moyen des transferts est resté relativement stable durant les quinze dernières années, entre 250 et 350 dollars par mois. Selon les statistiques de la Banque du Mexique, le montant moyen d'un transfert était de 326 dollars en 1995, 365 dollars en 2000, 342 dollars en 2006 et 315 dollars en 2010. Dans l'enquête EREM

6. PROGRESA (Programa de educacion, salud y alimentacion) est un programme social du gouvernement fédéral. Ces données, auxquelles nous avons pu avoir accès, ne sont pas publiées sous forme détaillée.

7. L'espérance de vie à la naissance est passée de 47 ans en 1950 à 75,5 ans en 2010 ; celle à 60 ans de 15,6 ans à 21,2 ans durant la même période.

de 1999-2000 [Papail, Arroyo, 2004], le montant moyen variait de 256 dollars en 1980-1984 à 301 dollars en 1985-1989, 295 dollars en 1990-1994 et 328 dollars en 1995-1999⁸. Une enquête récente (2011) à Encarnacion de Diaz⁹, une ville de l'État de Jalisco, dans la région traditionnelle de la migration internationale, indique que le montant moyen des *remesas* reçues était de 329 dollars au moment de l'enquête, soit l'équivalent d'un salaire moyen local (354 dollars). Cela signifie, compte tenu de la hausse continue des revenus en dollars courants aux États-Unis, que la fraction transférée s'est progressivement réduite proportionnellement aux revenus, tout en se maintenant à peu près constante en valeur réelle dans la monnaie mexicaine du fait de l'érosion continue de celle-ci face au dollar.

Les transferts en pourcentage des revenus des migrants représentaient entre 10 et 42 % selon les sources [Orozco, 2000 ; Pescador Osuna, 1998]. Ces proportions peuvent cependant atteindre des valeurs très élevées parmi les migrants temporaires. L'enquête EMIF¹⁰ signalait que les transferts représentaient 62,9 % des revenus de ce type de migrants en 1999-2000 (pour des salaires moyens de 1 427 dollars) et 65,9 % en 2002-2003 (pour des salaires moyens de 1 400 dollars). Dans le cas de migrations de courte durée (quelques mois), il s'agissait pour les migrants de maximiser leur épargne en limitant drastiquement leurs dépenses dans le pays voisin. Dans l'enquête EREM de 1999-2000, où le poids relatif des migrants de longue durée était nettement plus important, la proportion de revenu transférée est à peu près constante autour de 25 % des revenus durant toutes les périodes considérées entre 1980 et 2000.

Les chefs de ménage masculins captaient 22,3 % des envois de fonds au début 2012 (tableau 3). L'essentiel des transferts de fonds privés externes est destiné aux femmes de moins de 60 ans, généralement épouses des migrants, qui représentent près de la moitié des bénéficiaires en 2012 (47,4 %) et aux personnes âgées, pères et mères des migrants (37,7 %). Il est probable que l'on assiste actuellement à une modification de la distribution des *remesas* externes au profit des personnes âgées, groupe dont la part de captation, qui était de 32,2 % en 2005, s'est accrue de 5,2 points durant la période 2005-2012. D'ailleurs, dans la période actuelle de forte réduction du volume des transferts et du nombre de leurs bénéficiaires, seuls les ménages unipersonnels (constitués aux deux tiers de personnes âgées) ont enregistré une croissance de leur proportion de bénéficiaires depuis 2010, selon les données des enquêtes ENOE.

8. Pour toutes les données concernant les montants moyens, il s'agit de dollars courants.

9. Enquête sur l'emploi, les migrations internationales et les impacts locaux. UMR 201 IEDES-Paris1-IRD/CUCEA-université de Guadalajara (2011). Cette enquête portait sur 2 090 ménages (fraction de sondage de 0,32).

10. Enquêtes successives sur les migrations à la frontière des États-Unis, réalisées par le Colegio de la Frontera Norte (COLEF) depuis le début des années 1990.

Tableau 3 – Répartition des bénéficiaires des *remesas* externes par sexe et groupes d'âge au premier trimestre 2005 et au premier trimestre 2012 (%)

	Premier trimestre 2005			Premier trimestre 2012		
	Moins de 60 ans	60 ans et plus	Total	Moins de 60 ans	60 ans et plus	Total
Hommes	15,0	13,2	28,2	15,4	14,2	29,5
Femmes	52,8	19,0	71,8	47,4	23,1	70,5
Total	67,8	32,2	100	62,8	37,3	100

Source : Enquêtes ENOE [INEGI, 2013a]

Dans l'enquête réalisée en 2011 à Encarnacion de Diaz, on observe une distorsion plus importante dans la répartition des transferts familiaux au bénéfice des femmes, qui représentaient 77,2 % des bénéficiaires à cette date (tableau 4). Parmi les femmes dont le conjoint résidait aux États-Unis, 62,5 % recevaient de l'argent provenant du pays voisin au moment de l'enquête.

Tableau 4 – Proportion d'individus qui reçoivent des *remesas* externes dans chaque groupe d'âge à Encarnacion de Diaz, selon le sexe

	15-59 ans		60 ans et +		Total	
	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif
Hommes	1,1	2 257	8,2	366	2,1	2 623
Femmes	4,9	2 577	14,9	402	6,2	2 979
Total	3,1	4 834	11,7	768	4,3	5 602

Source : Enquête sur l'emploi, les migrations internationales et les impacts locaux à Encarnacion de Diaz, 2011 (IRD - IEDES-Paris/CUCEA-université de Guadalajara).

Les transferts d'argent de l'extérieur du pays vers cette ville proviennent surtout des enfants (57,3 %) et des conjoints (25,1 %) des bénéficiaires. Le montant moyen (329 dollars en 2011) est du même ordre de grandeur que le salaire moyen de la ville, ce qui souligne l'importance de ces transferts dans les budgets familiaux des ménages récepteurs, où ils constituent souvent un substitut aux ressources d'activité du migrant s'il n'avait pas migré aux États-Unis (cas de migrants mariés dont l'épouse et les enfants sont restés au Mexique).

L'importance des transferts externes dans les ressources des personnes âgées dérive du fait que seulement 36,5 % des hommes et 11,1 % des femmes de 65 ans et plus bénéficiaient d'une pension directe selon l'enquête nationale sur la sécurité

sociale (ENESS, INEGI) de 2009, malgré une amélioration certaine par rapport à la situation de 2004. Dans les deux tiers des cas (67,4 %), le montant de cette pension était inférieur à deux salaires minimum [Nava Bolaños, Ham, 2006 ; Partida Bush, 2004], montant considéré actuellement comme un revenu minimum ¹¹. Cela explique les taux d'activité élevés dans ces groupes d'âge (60,3 % à 65-69 ans, 50,1 % à 70-74 ans, 29,7 % à 75-79 ans dans la population masculine en 2010, selon le recensement), où le travail constitue encore la principale source de revenus ou une ressource importante, même dans le cas de pensionnés (23,2 % de ces derniers avaient une activité rémunérée en 2009). Une autre enquête sur les personnes âgées ¹², confrontant les données d'une ville marquée par d'importants mouvements migratoires internationaux, Yahualica (13 625 habitants en 2010), avec celle d'une autre ville se situant dans la moyenne nationale en termes migratoires, Chapala (21 449 habitants en 2010), produit des résultats très contrastés sur les types de ressources dont disposent les personnes âgées (tableau 5). Comme on peut le constater, le travail constitue la principale

Tableau 5 – Type de ressources des personnes de 60 ans et plus dans deux villes moyennes du Centre Ouest mexicain (% qui disposent de la ressource *)

	Yahualica		Chapala		Total		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
Effectifs	404	615	374	358	778	1 153	1 931
Travail	31,4	8,8	50,8	23,1	40,7	13,4	24,4
Pension du Mexique	8,9	3,7	12,8	8,0	10,8	5,7	7,8
Pension des EU	8,2	3,4	2,1	1,1	5,3	2,3	3,5
Remesas du Mexique	4,5	7,0	7,8	13,8	6,0	10,1	8,5
Remesas de l'étranger	9,2	10,7	1,9	3,7	5,7	7,5	6,7
Rentes, intérêts	1,0	1,5	1,9	0,9	1,4	1,2	1,3
Aide du gouvernement	42,3	42,4	21,9	20,6	32,5	32,3	32,4
Autres ressources	1,0	0,8	0,5	1,5	0,8	1,1	1,0

* Le total en colonne peut dépasser 100, les individus pouvant disposer de plusieurs de ces ressources.

Source : enquête ETE à Yahualica de Gonzalez Gallo et Chapala (IRD/DER-INESER-CUCEA-université de Guadalajara, 2011-2012).

11. Le montant du salaire minimum mexicain a considérablement perdu de son pouvoir d'achat depuis une trentaine d'années.

12. Enquête ETE sur les personnes âgées dans deux villes (Yahualica de Gonzalez Gallo et Chapala) du Centre Ouest mexicain en 2011-2012, avec un échantillon total de 1 931 personnes (fraction de sondage globale de 0,46) (IRD-IEDES-Paris1/CUCEA-université de Guadalajara).

ressource de cette population et l'apport de l'étranger est relativement important dans la constitution des ressources des personnes âgées à Yahualica (les pensions de retraite et les *remesas* provenant des États-Unis concernent respectivement 8,2 % et 9,2 % des individus masculins), où il permet de réduire l'apport des ressources du travail. En revanche à Chapala, où la migration internationale est nettement moins importante, le travail assure l'essentiel des ressources des personnes âgées.

L'aide gouvernementale est constituée essentiellement par le programme « 70 ans et plus »¹³, qui octroie 500 pesos mensuels (environ 40 dollars) à toute personne de ce groupe d'âge, sans condition de ressources.

Une partie des ressources provenant de l'extérieur est utilisée pour l'achat de terrains ou l'achat, l'agrandissement ou la rénovation de logements. Comme dans le cas des investissements productifs privés, la migration internationale et les transferts qui lui sont liés permettent aux migrants ou à leurs familles de réaliser ces investissements beaucoup plus rapidement que dans la population non migrante. Les informations collectées sur le logement des ménages à l'occasion des recensements indiquent que la proportion de propriétaires est élevée (64,1 % en 1950, 66 % en 1970, 78,4 % en 1990 et 76,4 % en 2010). Les données de l'enquête effectuée en 2011 à Encarnación de Díaz (où 22,8 % et 2,8 % des populations masculine et féminine de 15 ans et plus ont eu une expérience migratoire de plus de 6 mois à l'étranger) révèlent des différences parfois importantes entre populations migrante et non migrante, concernant le statut du logement des ménages. Les proportions de ménages propriétaires de leur logement s'élèvent en effet à 44,9 % dans les ménages dirigés par un ex-migrant international de 25 à 34 ans, contre 30,9 % dans les ménages dirigés par un non-migrant de la même tranche d'âge. Il s'agit essentiellement d'une différence dans le rythme d'accès à la propriété, qui est importante jusqu'à 50 ans, mais disparaît lentement par la suite, au fur et à mesure que les non-migrants accumulent l'épargne suffisante pour acquérir leur logement. Une fraction des transferts est également utilisée dans l'investissement éducatif des enfants, mais les données sont peu nombreuses pour en mesurer l'impact réel. Les observateurs, à partir de données empiriques locales, font état de résultats généralement positifs. Selon Lopez-Cordova [2006], il y aurait un effet positif des *remesas* sur les niveaux d'alphabétisation dans la population des 6-14 ans, mais négatif à partir de 14 ans. Les travaux du groupe BBVA research [2011] à partir des données de l'enquête ENOE concluent à un effet positif des transferts sur les taux de scolarisation des enfants et des adolescents. Par contre, il semblerait que la diminution du flux de *remesas* en 2008-2009 ait accru le travail des enfants et réduit la fréquentation scolaire [Alcaraz, Chiquiar, Salcedo, 2010]. L'effet ne devrait sans doute pas être neutre, comme le suggèrent également les données de l'enquête à Encarnación de Díaz, qui semblent indiquer un léger effet positif de l'émigration internationale et des transferts familiaux sur

13. Ce programme qui concernait à l'origine la ville de Mexico s'est progressivement étendu à l'ensemble du pays, et débutait à Chapala lors de l'enquête en 2012.

l'éducation des enfants, mais essentiellement dans l'enseignement supérieur, parmi les ménages dans lesquels il y a un migrant actuel ou un migrant de retour, par rapport aux ménages non liés à la migration internationale. La différence (en termes d'années d'éducation) est toutefois inférieure à un an dans tous les groupes d'âge entre 15 et 29 ans, et atteint son maximum pour les jeunes adultes de 20-24 ans des ménages de migrants, qui ont étudié en moyenne 0,76 années de plus (8,2 % de plus) que ceux qui appartiennent à des ménages sans migrants internationaux. La disposition de l'épargne peut cependant produire parfois un effet contraire, en incitant les jeunes adultes à interrompre leur scolarité pour se joindre aux flux migratoires à destination des États-Unis, ce qui est souvent considéré comme une modalité de promotion sociale. On sait en effet qu'il existe une certaine reproduction de la migration internationale intergénérationnelle au sein des ménages [Papail, Arroyo, 2010], ceux où il existe des individus ayant une expérience migratoire étant plus enclins à fournir des migrants dans les générations suivantes. L'épargne migratoire est alors utilisée en partie pour régler les coûts de passage clandestin de la frontière et d'installation, devenus extrêmement élevés depuis les années 1990, et qui peuvent représenter environ deux à trois mois de salaire aux États-Unis si le lieu de départ est très éloigné du lieu d'arrivée.

Les investissements productifs

Ils concernent essentiellement les migrants internationaux de retour, éventuellement leurs épouses ou parents (à travers des dons ou prêts octroyés par les migrants), et sont généralement l'aboutissement d'un projet de création d'une microentreprise élaboré, soit dans le cadre du projet migratoire (celui-ci en est, dans ce cas, l'instrument), soit durant le cycle migratoire ou au retour, si la réinsertion professionnelle sur le lieu d'origine s'avère difficile. Quelques enquêtes réalisées dans des États de la région du Centre Ouest mexicain indiquent que l'impact des transferts en termes d'investissements productifs est relativement important dans les économies locales. Massey et Parado [1997], dans leurs enquêtes de 1982-1983 et 1987-1994 dans plusieurs zones urbaines de cette région estiment qu'environ 11 % des microentreprises de leurs échantillons ont été créées grâce à des ressources provenant des États-Unis. À Guadalajara, ville d'environ 4 millions d'habitants, dans un échantillon de microentreprises créées avant 1990, 16 % des établissements de moins de 20 salariés auraient bénéficié de ces ressources pour se constituer [Escobar, de La O. Martinez Castellanos, 1991]. Dans l'enquête EREM de 1999-2000 sur la réinsertion des migrants internationaux de retour [Papail, Arroyo, 2004], on a pu constater dans cette même région que la fraction des *remesas* utilisée pour l'épargne et l'investissement productif s'était sensiblement accrue durant les années 1990 (tableau 6). Cette rubrique représentait 21,3 % de l'affectation des transferts des hommes et 22,7 % des transferts des femmes durant les cinq années précédant l'enquête, tandis qu'elle n'en constituait qu'environ 11 % au cours des périodes antérieures à 1990 dans chacune des deux populations. Cependant, si l'on prend en compte uniquement les réponses explicites concernant le financement d'activités non salariées, cette sous-rubrique n'a

jamais dépassé les 3 % des affectations pendant l'ensemble de la période. La majeure partie des investissements réalisés par les migrants dans des activités non-salariées s'est opérée à partir de l'épargne accumulée comme sous-produit des transferts monétaires, qui représentait une situation d'attente jusqu'au retour des migrants sur leur lieu d'origine.

Tableau 6 – Distributions (pondérées par les montants) des *remesas* masculines par périodes entre les principales rubriques d'utilisation (pourcentages)

	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999
Dépenses courantes de la famille	72,4	70,4	73,0	67,9	64,0
Épargne et investissements	9,7	12,7	11,8	15,7	21,3
Achats de terrains, logements	10,8	12,3	11,8	11,1	9,3
Autres	7,1	4,6	3,4	5,3	5,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif (nombre)	292	373	591	820	772

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/INESER-CUCEA-université de Guadalajara, 1999-2000.

Les montants moyens des investissements réalisés par les migrants à leur retour au Mexique représentaient, dans cette enquête, autour de 14 % de leurs transferts durant la seconde moitié des années 1990. L'ensemble des investissements productifs durant cette période représentait environ 6 % des transferts de l'ensemble des migrants réinstallés sur leur lieu d'origine. Cependant, l'imprécision de ce type de mesure reste importante, même si le montant moyen des investissements réalisés durant cette période (autour de 3 500 dollars) semble cohérent avec les autres paramètres (durées de séjour aux États-Unis, niveaux de revenus dans ce pays, montants des transferts) de la migration, et représente une épargne correspondant à quatre ou cinq années de travail en moyenne aux États-Unis. Les micro-entrepreneurs (employeurs ou indépendants) ont en effet des durées de séjour aux États-Unis nettement plus importantes (autour de 5 ans) que les autres. Les investissements réalisés sur les lieux d'origine se concentrent dans le commerce (autour de 40 %), bien qu'ils recouvrent toutes les branches d'activité. Ces investissements permettent à une partie des migrants salariés au moment du premier déplacement aux États-Unis de se reconvertir en non-salariés (employeurs ou travailleurs indépendants) en se réinstallant sur leur lieu d'origine. Ce processus de désalarisation semble être un motif important de la migration, même s'il n'apparaît pas clairement comme tel au début du cycle migratoire. Le nombre de patrons et de

travailleurs indépendants dans les cohortes masculines de migrants entre le moment de la première émigration aux États-Unis et le moment de l'enquête EREM en 2000, après leur retour, a plus que doublé (de 12,7 % à 31,7 %). Globalement pour l'ensemble des périodes considérées, un quart des hommes et des femmes, salariés et des travailleurs familiaux au moment de la première émigration, étaient devenus non-salariés en 2000, après leur retour. Si l'on tient compte des entreprises créées après le retour des migrants, mais disparues (quelles qu'en soient les raisons), qui représentent autour de 9 % de l'ensemble des entreprises créées, le processus de désalarisation concerne un tiers des migrants. Ce processus, qui s'observe à travers la migration internationale, apparaît également nettement dans les données d'autres enquêtes comme l'ENADID 1997, dans laquelle on observe que les ex-migrants internationaux sont beaucoup plus fréquemment non-salariés que les non-migrants, quel que soit le sexe [INEGI, 2013b]. Des enquêtes plus récentes (enquête 2005-2006 sur les non-salariés [Papail, Arroyo, 2010], enquête 2011 à Encarnacion de Diaz), confirment ce processus parmi les migrants internationaux de retour. C'est un processus à l'œuvre dans la population active mexicaine dans son ensemble et qui apparaît dans toutes les générations successives au cours de leur vie active. La proportion de non-salariés, qui se situe autour de 20 % dans chaque génération masculine (la situation est similaire dans la population féminine) à 20-25 ans s'élève progressivement pour atteindre environ 50 % autour de 60 ans. La migration internationale, grâce aux ressources qu'elle permet de mobiliser, intensifie et accélère ce processus dans la population concernée. Si les migrants de retour sont les acteurs essentiels de ces investissements, une partie des épouses des migrants qui sont restées sur le lieu d'origine en bénéficie également. Dans les enquêtes citées sur les non-salariés (2005-2006), ou très récemment à Encarnacion de Diaz, une partie non négligeable (9 % à Encarnacion de Diaz) des microentreprises créées par des femmes non migrantes l'ont été grâce à un financement provenant des États-Unis.

Il semblerait que dans la plupart des cas, ces investissements se réalisent non tant dans une perspective d'accumulation ou d'expansion de leurs activités que comme une façon de s'assurer des revenus généralement supérieurs à ceux qu'ils auraient pu obtenir comme salariés, ou comme des revenus complémentaires dans les ressources globales des ménages (cas fréquent des activités féminines). Il peut également s'agir dans un certain nombre de cas, de générer, en se créant une activité non salariée, les conditions assurant des revenus futurs suffisants durant la vieillesse, ce qui serait plus difficile à obtenir sous forme de pension du régime salarié, les pensions de retraite étant notoirement insuffisantes en l'état actuel du fonctionnement du système de protection sociale, ou par une activité salariée, la diminution des capacités physiques et mentales limitant l'accès au marché du travail aux âges avancés. C'est ce que suggère l'évolution des statuts d'occupation des générations masculines successives au cours de leur vie active. Les investissements dans la création d'activités non-salariées, en particulier dans le petit commerce (épiceries, débits de boisson, papeteries...) et les services (ateliers de réparation, serrureries, plomberies, maçonnerie, salons de coiffure, jardinerie)

apparaissent dès lors comme une forme d'assurance de revenus durant la dernière phase d'une vie active prolongée, dans un système productif entretenant très difficilement ses anciens actifs, et dans un contexte marqué par un affaiblissement de la sécurité octroyée par une descendance de moins en moins nombreuse, qui palliait auparavant les déficiences du système de sécurité sociale dans la prise en charge et la protection des personnes âgées.

Les dépenses et investissements sociaux

Une petite fraction de l'épargne des migrants est transférée à travers leurs clubs ou associations aux États-Unis, qui regroupent des migrants de même origine géographique, en général la localité, pour participer au programme 3 × 1. Ce programme trouve son origine en 1986 dans l'État de Zacatecas sous la forme d'un programme 1 × 1 associant des clubs de migrants aux États-Unis à des municipalités locales pour réaliser des travaux d'infrastructures de base dans les communautés d'origine des migrants par un financement à parts égales par les deux catégories d'acteurs [Garcia Zamora, 2007]. Le programme s'est amplifié par la suite en se transformant en 2 × 1 dans les années 1990 dans les États de Guerrero en 1991 et de Zacatecas en 1992, par l'incorporation de l'État régional au financement de ces projets, puis en 3 × 1 à Guanajuato en 1996, Zacatecas en 1999 et Jalisco en 2000, quand l'État fédéral s'est associé à ce programme. Fondamentalement, il s'agit de multiplier les montants des investissements en infrastructures sociales projetés par des associations de migrants aux États-Unis dans leur communauté d'origine. Pour chaque peso investi par une association de migrants dans un projet, la municipalité, l'État concerné et l'État fédéral ajoutent chacun un peso.

L'apport de l'État fédéral à ces programmes s'est fortement accru, de 99,6 millions de pesos (9,5 millions de dollars) en 2003, à 553,7 millions de pesos (48 millions de dollars) en 2010, au fur et à mesure que les clubs de migrants présentaient de nouveaux projets d'équipements pour leurs communautés d'origine. Le nombre de communes bénéficiaires a doublé entre 2002 et 2009. En 2010, ces programmes opéraient dans 28 des 32 États de la fédération. Ils concernaient 2 438 projets dont 82,4 % en infrastructures de base dans 664 communes (sur les 2 456 communes du pays), pour un montant global de 148 millions de dollars, dont 39 millions apportés par les clubs de migrants. Le montant maximum de l'apport fédéral est de 800 000 pesos par projet d'infrastructure (1 million depuis 2011, soit 87 000 dollars). La majeure partie des projets présentés est approuvée et financée. En 2010, l'apport fédéral de 48 millions de dollars représentait 26,5 % d'un montant total de 182 millions de dollars. Les 2 438 projets présentés par 890 clubs de migrants aux États-Unis, approuvés et financés en 2010, se distribuaient entre 874 projets d'urbanisme et de voirie, 571 projets d'eau potable, d'assainissement et d'électrification, 359 projets d'éducation, de santé et de sport, 56 projets de routes rurales et 332 projets à orientation productive (projets productifs communautaires). Ces programmes peuvent être amplifiés à des schémas de type 4 × 1

ou 5×1 si d'autres administrations ou entreprises privées interviennent également. Bien que très largement médiatisées au Mexique, ces contributions de la population migrante aux investissements sociaux ne représentent toutefois qu'une partie infime (inférieure à 1 %) de leurs transferts monétaires.

Les pouvoirs publics, dans un but d'incitation aux investissements productifs privés des migrants pour la création d'emplois et la génération de ressources ont lancé en 2007 ce que l'on appelle le programme productif communautaire 3×1 , qui concerne généralement des projets de coopératives de production. Ces projets représentent 13,5 % du montant total des investissements des programmes 3×1 . Depuis quelques années, les pouvoirs publics ont également mis en place le fonds productif pour le renforcement patrimonial ou fonds productif migrant 1×1 , dérivé des programmes d'investissements sociaux 3×1 , et qui consiste à abonder l'investissement d'un migrant dans la création d'une microentreprise par un apport égal sous forme de prêt sans intérêt d'une durée de cinq ans. Les dossiers de demande sont examinés et validés par un comité composé des représentants des différentes parties prenantes, le comité *Validación y Atención a Migrantes* (COVAM), qui détermine les priorités. Le montant maximum d'un prêt de la part du ministère fédéral des Affaires sociales (SEDESOL) s'élevait à 300 000 pesos (26 000 dollars) et a été porté à 600 000 pesos depuis 2010. Son remboursement doit être affecté à un programme 3×1 classique élaboré par le club ou l'association de migrants auquel appartient le bénéficiaire du prêt. En 2009, ont été enregistrés au niveau national 136 projets productifs répartis dans 20 États pour un investissement total de 61,6 millions de pesos (5,3 millions USD), qui se répartissaient de la manière suivante : agriculture et élevage (69 projets), prestation de services (46), restauration et alimentation (8), construction (5), hôtellerie et tourisme (3), artisanat (2), musique et son (2), couture (1).

Une autre fraction de l'épargne migrante est dépensée dans les fêtes patronales du lieu d'origine. Dans ce pays très catholique, les traditions liées aux fêtes religieuses sont généralement très respectées, et chaque communauté (village, petite ville, ville moyenne, quartier de grande ville) célèbre la fête de son saint protecteur, souvent associée au jour des enfants absents (les migrants), à une foire ou d'autres manifestations commerciales, culturelles ou patriotiques. Ces fêtes sont souvent coorganisées par l'Église et la municipalité, et font largement appel aux migrants internationaux individuellement ou, le plus souvent, aux clubs et associations de migrants pour contribuer aux dépenses nécessaires engagées dans ces manifestations (orchestres, repas communautaires, feux d'artifice, messes, réparations de l'église, donations pour les écoles religieuses, troupes de théâtre, de danses folkloriques, défilés de migrants en automobiles, processions, etc.). Les contributions des migrants sont généralement peu importantes individuellement, de l'ordre de 50 ou 100 dollars et ne sont pas obligatoires, mais elles leur permettent de manifester leur attachement à leur communauté d'origine, même s'ils ont choisi de résider définitivement aux États-Unis, et pour certains, de réaliser des dépenses de prestige. Par contre, dans les zones rurales du Sud-Ouest du pays, où l'emprise de l'Église et des autorités locales indigènes est beaucoup plus forte

sur les communautés, ces fêtes donnent lieu à des inscriptions comptables très strictes des contributions, auxquelles les migrants ne peuvent se soustraire sous peine de sanctions. Dans ce cas, il est probable que la fraction des ressources des migrants employée dans ces dépenses communautaires festives soit relativement importante.

Conclusion

Les différentes méthodes de mesure des transferts de fonds privés (banque centrale, enquêtes ménages) illustrent la difficulté à cerner avec précision l'impact de la migration internationale sur les ressources monétaires produites par ces mouvements de population dans les aires d'origine. L'analyse de l'évolution des statuts d'occupation des migrants de retour dans le temps permet néanmoins de mettre en lumière l'importance de l'épargne réalisée par les migrants internationaux dans la création de microentreprises et des emplois, salariés ou non, qu'elle entraîne. La crise économique qui a débuté en 2008 aux États-Unis y a affecté l'emploi des migrants mexicains et, combinée avec la forte croissance de mesures anti-immigrants d'un certain nombre d'États de la fédération, a provoqué une hausse des flux de retour au Mexique tout en réduisant considérablement les flux d'émigration. L'effondrement du nombre de bénéficiaires des *remesas* révélé par les enquêtes ENOE et ENIGH ne peut être expliqué uniquement par la crise économique du pays voisin, même si la sensibilité de ces flux monétaires à la conjoncture semble nettement plus importante que ce que leur évolution passée laissait présager. L'évolution des priorités de la politique migratoire nord-américaine, qui favorise plus nettement l'immigration de regroupement familial depuis une vingtaine d'années, a peu à peu transformé la composition des flux migratoires mexicains et a également contribué, en conséquence, à la modification du volume et de la répartition des transferts familiaux au Mexique. En effet, la présence accrue des épouses et des enfants de migrants dans le pays voisin réduit le volume des flux monétaires qui leur étaient destinés. Par contre, l'allongement de l'espérance de vie, la faible densité des cotisations au système de sécurité sociale au cours de la vie professionnelle des personnes âgées, de plus en plus nombreuses au Mexique, renforcent les besoins de prise en charge de cette sous-population, que la réduction progressive de la taille des fratries fait de plus en plus peser sur les ressources des migrants internationaux, réorientant progressivement leurs contributions vers cette catégorie de population. La refonte de la politique migratoire des États-Unis vis-à-vis du Mexique, en débat depuis une dizaine d'années, pourrait de nouveau modifier le volume et la répartition des transferts familiaux si elle permettait un accroissement important de la migration de travail temporaire, comme le souhaite le gouvernement mexicain.

Bibliographie

- ALCARAZ C., CHIQUIAR D., SALCEDO A. [2010], « Remittances, schooling, and child labor in Mexico », *Working paper* n° 2010-14, México, Banco de México, 26 p.
- BANCO DE MÉXICO [2013], *Remesas* : <http://www.banxico.org.mx/ayuda/temas-mas-consultados/remesas.html> (page consultée le 10 octobre 2013).
- BANQUE MONDIALE [2011], *Migration and remittances factbook 2011*, Washington D.C., The World Bank, 268 p.
- BBVA RESEARCH [2011], *Situación migración Mexico*, Bilbao, Banco Bilbao Vizcaya Argentina, 56 p.
- CORONA R. [2002], « Monto y uso de las remesas en México », in TUIRÁN R. (dir.), *Migración Mexico-Estados Unidos. Opciones de política*, México, CONAPO, p. 12-29.
- EL COLEGIO DE LA FRONTERA NORTE [2013], *Encuesta sobre Migración en la Frontera (EMIF)* : <http://www.colef.mx/emif/tabuladosnte.php> (page consultée le 25 septembre 2013).
- ESCOBAR LATAPI A., DE LA O. MARTINEZ CASTELLANOS M. [1991], « Small-scale industry and international migration en Guadalajara, Mexico », in DIAZ-BRIQUETS, WEINTRAUB (dir.), *The effects of receiving country policies on migration flows*, Boulder, Colorado, Westview Press, p. 133-173.
- GARCÍA ZAMORA R. [2007], « El programa tres por uno de remesas colectivas en México. Lecciones y desafíos », *Migraciones Internacionales*, El Colegio de la Frontera Norte, vol. 4, n° 1, p. 165-172.
- GONZÁLEZ S.G. [2009], « Desde zonas marginadas de Puebla y Oaxaca hay envíos de 3 mil a 6 mil pesos mensuales – Se revierte flujo de remesas ; familias de migrantes le mandan dinero a EU », *La Jornada*, Domingo 4 de octubre de 2009, p. 26.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICAS, GEOGRAFIA E INFORMATICA (INEGI) [2013a], *Encuesta nacional sobre ocupaciones y empleo (ENOE)* : <http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/encuestas/hogares/regulares/enoe/> (page consultée le 20 septembre 2013).
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICAS, GEOGRAFIA E INFORMATICA (INEGI) [2013b], *Encuesta nacional sobre la dinámica demográfica (ENADID)* : <http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/Proyectos/encuestas/hogares/especiales/enadid/default.aspx> (page consultée le 20 septembre 2013).
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICAS, GEOGRAFIA E INFORMATICA (INEGI) [2013c], *Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares (ENIGH)* : <http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/encuestas/hogares/regulares/enigh/> (page consultée le 24 septembre 2013).
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICAS, GEOGRAFIA E INFORMATICA (INEGI) [2013d], *Encuesta nacional de empleo y seguridad social (ENESS)* : <http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/encuestas/hogares/modulos/eness/default.aspx> (page consultée le 25 septembre 2013).
- LÓPEZ CÓRDOVA E. [2006], « Globalization, migration, and development : the role of Mexican migrant remittances », *Working paper INTAL-ITD*, n° 20, Washington D.C., Inter-American Development Bank, 43 p.
- MASSEY D.S., PARRADO E.A. [1997], « Migración y pequeña empresa », *Ciudades*, RNIU, Puebla, México, n° 35, p. 34-40.
- NAVA BOLAÑOS I., HAM R. [2006], « Dividendos demográficos y el sistema de pensiones de retiro », *Papeles de población*, vol. 12, n° 50, p. 71-95.

- OROZCO M. [2000], « Remittances and markets : new players and practices », *Working paper*, Inter-american dialogue and the Tomas Rivera Institute, 19 p.
- PAPAIL J., ARROYO J. [2004], *Les Dollars de la migration mexicaine. Réinsertion et investissements des migrants internationaux*, Paris, L'Harmattan-IRD, 246 p.
- PAPAIL J., ARROYO J. [2010], *Les Migrants Mexicains créateurs d'entreprises*, Paris, L'Harmattan, 164 p.
- PARTIDA BUSH V. [2004], « Proyecciones de quienes cotizan a los sistemas de seguridad social », in Consejo nacional de población (CONAPO), *La situación demográfica de México*, México, CONAPO, p. 99-110.
- PASSEL J.S., COHN D. [2008], « Trends in unauthorized immigration : undocumented inflow now trails legal inflow », Pew hispanic center, <http://www.pewhispanic.org/2008/10/02/trends-in-unauthorized-immigration/> (page consultée le 10 décembre 2008).
- PESCADOR OSUNA J.A. [1998], « México-Estados Unidos : el impacto de las remesas », Nexos, México : <http://www.nexos.com.mx/?p=9109> (page consultée le 2 septembre 2013).
- UNITED STATES CENSUS BUREAU [2011], *American community survey*, Washington D.C., US Department of commerce : <http://www.census.gov/acs/www/#> (page consultée le 24 août 2014).
- UNITED STATES CENSUS BUREAU [2013], *Current population survey (CPS)*, Washington DC., US Department of Commerce : <http://www.census.gov/cps/data/> (page consultée le 24 septembre 2013)
- VELAZQUEZ L.A., PAPAIL J. [1997], *Migrantes y transformación económica sectorial*, México, Universidad de Guadalajara, 289 p.
- ZÚÑIGA HERRERA E., LEITE NEVES P., ACEVEDO PRIETO L. [2005], *Migración México-Estados Unidos. Panorama Regional y Estatal*, México, CONAPO, 265 p.